

LETTRE D'ACTUALITÉS DÉVELOPPEMENT DURABLE Brésil

Une publication du SER de Brasília
N° 79 – Semaines du 26 août au 27 septembre 2024

Sommaire

Focus | La mise en œuvre de l'ambition « **zéro déforestation en 2030** » du Président Lula, déjà complexe, est également mise à l'épreuve par le changement climatique

Amazonie & Biomes

- La BNDES lance un **programme de 1 Md BRL** pour stimuler l'investissement en faveur des forêts primaires
- Le Brésil, confronté à une **sécheresse record**, enregistre aussi le plus grand nombre de départs de feux **depuis 2010**

Eau, Assainissement, Déchets

- Iguá remporte l'appel d'offres pour l'**assainissement de l'Etat de Sergipe** pour **4,5 Md BRL**

Energie

- **44,4%** des subventions au secteur de l'électricité ont été destinées à la **production d'énergie renouvelable** en 2023
- La région Nord bat un **record de consommation d'électricité**

Environnement & Climat

- Le **marché volontaire du carbone** objet de mesures d'incitation à Rio

Infrastructures & Transports

- Le gouvernement va **mettre aux enchères des voies navigables** pour le secteur privé avec possibilité de subvention via des fonds d'Eletrobras
- Le gouvernement fédéral met aux enchères **cinq terminaux portuaires**

Suivi des alertes de déforestation

FOCUS

La mise en œuvre de l'ambition « zéro déforestation en 2030 » du Président Lula, déjà complexe, est également mise à l'épreuve par le changement climatique

Géant territorial aux actifs environnementaux considérables, le Brésil est couvert à **58% par des forêts primaires** dont **66% situées dans le biome de l'Amazonie**. Si le cadre réglementaire brésilien place théoriquement **40,5%** des forêts brésiliennes sous un régime de protection¹, sa difficile mise en œuvre fait de la déforestation l'un des principaux enjeux environnementaux, d'autant plus que le changement d'usage des terres est la **principale source d'émissions de gaz à effet de serre (GES)** du Brésil (**48% des émissions brutes de GES**, soit 1120 M tonnes de CO₂ eq.)².

Si l'administration Lula III martèle son ambition du « **zéro déforestation en 2030** » et tente de réinvestir les recettes des années 2000, qui avaient permis une **chute remarquable de la déforestation** sous les deux premiers mandats du Président Lula, les résultats encourageants en Amazonie légale³ sont nuancés par la recrudescence de la « suppression de la végétation native » dans le Cerrado⁴. Par ailleurs, la **sécheresse sévère** qui touche plus de la moitié des Etats du Brésil cette année, et la hausse spectaculaire du nombre d'incendies constituent des défis supplémentaires au regard du projet de l'administration de Lula de constituer un « **Arc de restauration** » des forêts primaires.

Dans les années 2000, le Brésil a démontré ses capacités à lutter contre la déforestation par la mise en œuvre d'une stratégie d'ensemble

Cette stratégie s'est déclinée par **un suivi détaillé** (surveillance satellite par l'INPE⁵ ; introduction d'un Cadastre Environnemental Rural -CAR- en 2012), **une action répressive coordonnée, un droit exigeant** (par exemple, restriction de l'accès au crédit en 2007), **un accompagnement des petits agriculteurs** (formation), et **un appui à des projets de développement économique durable** (notamment matérialisé par la création en 2008 du Fonds Amazonie, destiné au financement de projets de lutte contre la déforestation et de développement durable). Ainsi, entre 2004 et 2010, la déforestation a **chuté de 75%** dans l'ensemble de **l'Amazonie légale** tout en s'accroissant de **66% dans le biome du Cerrado**, dont 37% se situe en Amazonie légale. Par la suite, les années 2010, et en particulier la fin de la décennie et le début de la suivante, ont été marquées par le retour d'une déforestation de plus de 10 000 km² par an en Amazonie légale.

¹ Ce chiffre inclut, d'une part, les unités de conservation (UC), zones publiques protégées, sous un régime de « protection intégrale » ou « d'usage durable » (19% du territoire). D'autre part, les réserves autochtones et territoires quilombolas, où toute activité économique est interdite en dehors du droit d'usufruit des populations autochtones à quelques exceptions près (14% du territoire)

² Données 2022 publiées par le Système d'Estimation des Emissions et des Retraits de Gaz à Effet de Serre (SEEG).

³ La région Nord du Brésil, connue sous le nom « d'Amazonie légale » correspond aux 9 Etats fédérés suivants : Acre, Amapá, Amazonas, Maranhão, Mato Grosso, Pará, Rondônia, Roraima, Tocantins. La région recouvre trois biomes : tout le biome amazonien du Brésil, 37 % du biome du Cerrado, 40 % du biome du Pantanal.

⁴ Le Cerrado est un biome de savane tropicale situé à l'est du Brésil dans les Etats de Goiás, Mato Grosso do Sul, Mato Grosso, Tocantins, Maranhão, Piauí, Bahia, Minas Gerais, São Paulo, Paraná et dans le District fédéral.

⁵ Institut national des recherches spatiales (organisme fédéral brésilien)

Pour atteindre l'ambition « zéro déforestation en 2030 », l'administration Lula relance des politiques de protection et restauration forestière

Un objectif de **réduction annuelle de 20%** de la déforestation dans l'ensemble des biomes d'ici 2027 a été fixé. Outre la **révocation de certains textes** et le **renouvellement de la confiance à l'INPE**, le gouvernement a acté le **renforcement des moyens financiers** des organes et l'intensification des opérations et amendes pour crimes environnementaux. Ceci s'accompagne de **l'élaboration de plans de lutte contre la déforestation** dans les biomes. En juin 2023, le rétablissement du plan pour l'Amazonie légale (PPCDam) a consacré l'objectif, d'ici 2027, de créer des zones protégées dans **29,5 M ha des 57 M ha** de terres publiques sans statut, pour le développement d'activités économiques durables. En matière de traçabilité, il prévoit la création de **certifications volontaires** pour les produits et services respectant des critères socio-environnementaux (**Selo Verde Brasil** et **Selo Amazônia**). Après le rétablissement du **plan de lutte contre la déforestation dans le Cerrado** (PPCerrado) en novembre 2023, l'objectif est d'adopter de tels plans pour les quatre autres biomes (Caatinga, Mata Atlântica, Pampa et Pantanal).

L'ambition d'éradication de la déforestation d'ici 2030 demeure complexe à mettre en œuvre et se heurte à la prolifération des incendies

Dans le cadre de la **révision des Contributions déterminées au niveau national (NDC)**⁶, attendue pour la COP30 Climat à Belém, la déforestation constituera un enjeu central pour le Brésil, en lien évident avec l'accaparement des terres et des ressources naturelles, la progression de l'élevage puis des cultures, notamment par la pratique traditionnelle du **brûlis** (*queimadas*), et la prolifération des incendies. Au-delà des conséquences négatives sur la biodiversité, le changement d'usage des sols représente **48% des émissions brutes** de GES du Brésil (2022).

Depuis le retour au pouvoir du Président Lula, les alertes à la déforestation en Amazonie légale ont **chuté de 50% en 2023** par rapport à 2022 pour représenter 5 154 km²⁷. Il s'agit du plus bas niveau depuis près de 10 ans. Cependant, dans le Cerrado, sur l'année 2023, **les alertes à la déforestation ont augmenté** (pour la 4^{ème} année consecutive) de 44% par rapport à 2022, atteignant 7 852 km². Il s'agit d'un défi complexe pour le gouvernement brésilien, dès lors que la majorité de la déforestation concernée est légale au regard du Code forestier. Dans ce biome, le nombre d'infractions environnementales sanctionnées par l'Ibama a augmenté de 19%. Avec le **fort accroissement du nombre d'incendies en 2024** (+102 % par rapport à 2023) et la perte de plus de 22 M d'ha de couvert végétal depuis le 1^{er} janvier, le Brésil est confronté à des défis critiques à l'aube de la COP30 à Belém. **L'accroissement de l'intensité et de la fréquence des périodes de sécheresse** constitue une difficulté supplémentaire dans la complexe équation climatique que le gouvernement Lula souhaite résoudre en ambitionnant de faire du Brésil un leader mondial en matière de **capture et stockage de carbone** par le couvert forestier.

⁶ Définies dans les Accords de Paris, les Contributions déterminées au niveau national (NDC) incarnent les efforts déployés par chaque pays pour réduire ses émissions et s'adapter aux effets du changement climatique.

⁷ Données pour une année civile (période janvier à décembre 2023 par rapport à la période janvier à décembre 2022) sur la base des données DETER de l'Inpe.

Amazonie & Biomes

La BNDES lance un programme de 1 Md BRL pour stimuler l'investissement en faveur des forêts primaires

Le 12 septembre 2024, la **BNDES**⁸ a lancé le **BNDES Florestas Crédito**, programme doté de **1 Md BRL** destiné à stimuler les investissements privés dans le secteur forestier et la préservation des **forêts natives**. Le programme, composé de **456 M BRL** issus du Fonds Climat et de **544 M BRL** de ressources propres, vise à **accélérer le déploiement de l'Arc de restauration**, projet annoncé lors de la COP28 qui vise le reboisement de grands secteurs dégradés de la forêt brésilienne, à la lisière de l'Amazonie forestière primaire. Pour prétendre aux financements du programme, les entreprises candidates doivent proposer des initiatives liées aux activités suivantes : gestion durable des forêts ; restauration du couvert végétal ; concession forestière ; plantation d'espèces indigènes et développement de systèmes agroforestiers ; soutien à la chaîne de production des produits ligneux et non ligneux d'espèces indigènes ; et acquisition de machines et services associés à ces activités.

Le plafond des opérations financées est **fixé à 100 M BRL** avec une participation de la BNDES pouvant atteindre **100% des éléments finançables**. La tarification du risque des projets suivra le règlement standard de la BNDES. Celle-ci considère que Florestas Crédito permettra l'élargissement de l'accès aux ressources de la BNDES pour le secteur forestier grâce à une **démarche flexible d'accès au crédit**, qui reconnaîtra les spécificités de chaque projet, entreprise et domaine d'activité. Le Fonds Climat, créé en 2009, est rattaché au Ministère de l'Environnement et du Changement Climatique (MMAMC). La BNDES agit comme gestionnaire de l'application des ressources remboursables. Profitant d'une capacité financière élargie jusqu'à **10,4 Mds BRL cette année**, le fonds abonde des projets du secteur public, d'entreprises privées et d'ONG. Article [ici](#).

Le Brésil, confronté à une sécheresse record, enregistre le plus grand nombre de départs de feux depuis 2010

Le nombre d'incendies enregistrés au Brésil depuis le début de l'année (188 623) est **le plus élevé depuis 2010, où 200 430 cas** avaient été recensés au cours de la même période (1^{er} janvier au 17 septembre⁹). Il s'agit d'une **augmentation de 102 %** par rapport à 2023, où 93 084 départs de feux s'étaient déclarés sur cette période, laquelle avait connu un déclin de **26%** par rapport à l'année précédente. La **région Nord du Brésil (Norte)**, la plus affectée du pays, enregistre à elle seule **23 715 incendies** sur les deux premières semaines de septembre. Le Brésil concentre dès lors **plus de 51%** des incendies déclarés en Amérique du Sud cette année, pour une surface brûlée d'environ **22,4 M d'ha (224 000 km²)** entre janvier et fin août, une

⁸ Banque Nationale de Développement Economique et Social, principal agent de financement public au Brésil.

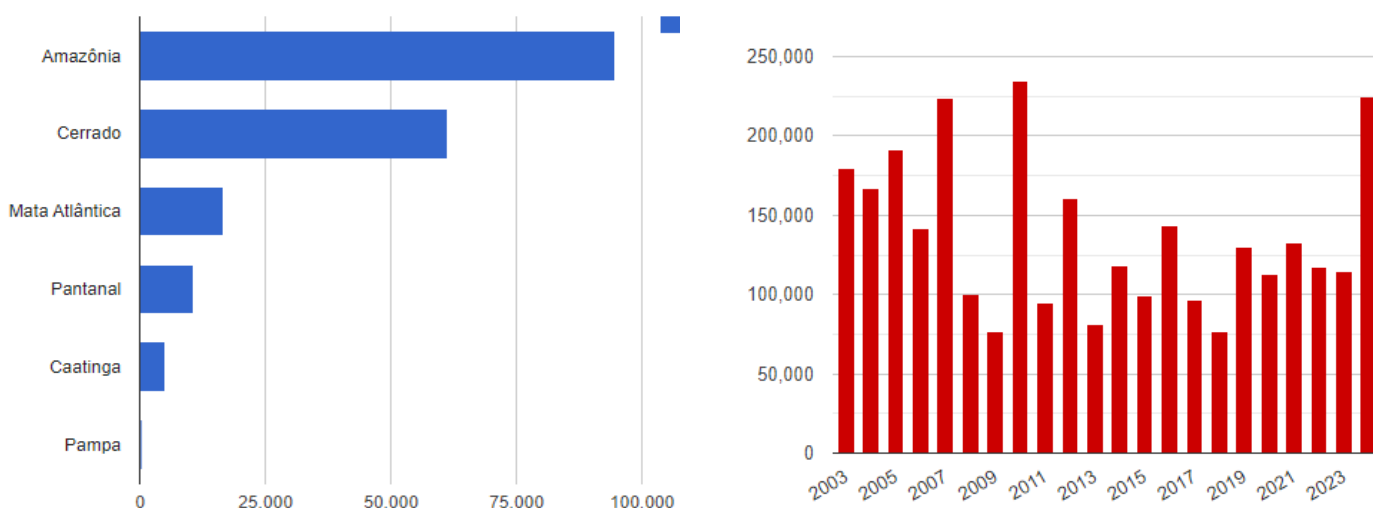
⁹ Données de l'Institut national de recherche spatiale (Inpe)

augmentation de 11 M ha par rapport à la même période en 2023. La prolifération des incendies intervient aussi dans un contexte de sécheresse record, plus de la moitié des Etats brésiliens étant confrontés au pire épisode de sécheresse **depuis 44 ans**¹⁰. L'Inpe souligne également **l'augmentation de la durée moyenne de jours consécutifs de sécheresse**, passée de **80 à 100 jours consécutifs** moyens au cours des 60 dernières années.

Dans ce contexte, le Président Lula a débloqué **514 M BRL (85 M EUR)** pour lutter contre les incendies par le biais d'une mesure provisoire. Cette mesure exceptionnelle a été permise par une décision du Tribunal suprême fédéral, le 16 septembre, qui a autorisé le gouvernement fédéral à utiliser des **crédits extraordinaires** hors objectif fiscal pour la lutte contre les incendies. Le caractère extraordinaire de cette mesure est justifié, selon le Tribunal fédéral, par **l'ampleur des conséquences** économiques, fiscales, sociales et environnementales des incendies et sécheresses dans les biomes du Pantanal et de l'Amazonie. La décision du Tribunal prévoit également l'abolition temporaire du délai minimum de 90 jours pour l'engagement de pompiers par **l'Ibama**¹¹ et **ICMBio**¹². Le Brésil compte actuellement **60 000 pompiers**, pour un territoire équivalent à **15,5 fois la France**¹³. Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#).

A gauche : Nombre d'incendies déclarés par biome (1^{er} janvier au 17 septembre 2024)¹⁴

A droite : Surface brûlée (km²) au Brésil chaque année¹⁵



Eau, Assainissement, Déchets

Iguá remporte l'appel d'offres pour l'assainissement de l'Etat de Sergipe pour 4,5 Md BRL

La vente aux enchères pour l'adjudication des services d'eau et d'assainissement dans l'État de Sergipe -par le rachat d'une partie des **actifs de Deso**, la société publique d'assainissement de Sergipe-, et qui opposait les principaux opérateurs d'assainissement du pays, a été remportée par **Iguá Saneamento**. L'offre d'Iguá à hauteur de **4,53 Md BRL**, soit supérieure

¹⁰ Données du Centre national de surveillance et d'alerte (Cemaden)

¹¹ Institut Brésilien de l'Environnement et des ressources naturelles renouvelables (Ibama), autorité fédérale qui dispose de compétences en matière de police de l'environnement et de lutte contre les incendies.

¹² Institut Chico Mendes pour la Conservation de la Biodiversité (ICMBio), organisation fédérale sous tutelle du Ministère de l'Environnement et du Changement climatique (MACT) chargée, entre autres, d'assurer l'administration des aires protégées fédérales.

¹³ La France dispose, à titre de comparaison, de 250 000 pompiers sur son territoire.

¹⁴ Données Inpe en accès libre.

¹⁵ Du mois d'août de l'année n-1 au mois d'août de l'année n. Données Inpe en accès libre.

de **122,6 %** au seuil minimum fixé par l'appel d'offres, permettra l'exploitation de la concession d'eau et d'assainissement de Deso par Igua pendant **35 ans**. Les concessionnaires privées brésiliennes **BRK et Aegea** ainsi que le fonds d'investissement brésilien **Pátria** ont également participé à l'enchère, avec des offres inférieures. L'investissement prévu sur les 35 ans de la concession représente **6,3 Md BRL**, dont **4,7 Md BRL** sur les dix premières années. Grâce à la vente aux enchères, le gouvernement de l'État s'attend à ce que **74 municipalités de l'État**, soit la quasi-totalité¹⁶, atteignent une couverture de service de **90 % au cours des neuf prochaines années**, dans les délais fixés pour l'universalisation de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans le pays, fixée à 2033 par **le nouveau cadre legal de l'assainissement adopté en 2020**. Créée en 2017, Igua dispose de **16 opérations** dans six États brésiliens : Alagoas, Mato Grosso, São Paulo, Paraná, Santa Catarina et Rio de Janeiro, soit environ **3 M d'utilisateurs**. Parmi ces opérations, **14** sont des concessions et **2** des partenariats public-privé (PPP). Article [ici](#).

Energie

44,4% des subventions au secteur de l'électricité ont été destinées à la production d'énergie renouvelable en 2023, un chiffre en constante augmentation

Le montant total de subventions accordées au secteur de l'électricité en 2023 s'est élevé à **17,8 Md BRL (2,9 Md EUR)**, un record historique. Ces subventions sont principalement destinées aux grandes centrales éoliennes, solaires et à biomasse (**10,8 Md BRL ; 1,7 Md EUR**), et à la production décentralisée (**7,1 Md BRL ; 1,1 Md EUR**). Les premières bénéficient d'une **réduction de 50%** sur les tarifs de transmission et de distribution¹⁷. Les subventions ont cru exponentiellement ces six dernières années, passant de **4 Md BRL (650 M EUR)** en 2018 à **10,8 Md BRL (1,74 Md EUR)** en 2023, soit une **augmentation de 270%**. Concernant la production décentralisée¹⁸, les subventions ont été mises en place en 2020 (**400 M BRL ; 65 M EUR**) et atteignaient **6,4 Md BRL (1,04 Md EUR)** en août 2024, soit déjà 90% du total de 2023.

Ces deux postes de subventions représentent désormais la contribution la plus importante du Compte de Développement Énergétique (CDE), qui vise notamment à accorder des **réductions tarifaires** aux consommateurs ruraux et/ou à faible revenu et à **développer la production d'énergie** en faveur des systèmes isolés¹⁹. Pour 2024, l'Aneel²⁰ estime le coût des subventions à environ **37 Md BRL (6 Md EUR)**²¹. Le 19 août 2024, ce coût s'élevait déjà à **24,6 Md BRL (4 Md EUR)**. Alors que les incitations à la production décentralisée mises en place lors de la dernière décennie devaient s'arrêter fin 2023, plusieurs mesures légales les ont prolongées²². Articles [ici](#) et [ici](#).

¹⁶ L'État de Sergipe compte 75 municipalités pour un total de 2,3 M d'habitants.

¹⁷ Ce qui se traduit par une réduction du prix de l'électricité produite par ces centrales, au bénéfice des clients se fournissant sur le marché libre.

¹⁸ Le producteur/consommateur ayant installé des panneaux photovoltaïques sur son domicile ou son entreprise, injecte sur le réseau son excédent de production, pour lequel il est remboursé et ne paie pas l'utilisation du réseau de transmission et de distribution.

¹⁹ Et également à payer des indemnités pour les concessions, soutenir le programme de subventions pour l'expansion du réseau de gaz naturel, garantir certains bas tarifs, entre autres.

²⁰ Agence nationale de l'énergie électrique

²¹ Cependant, certains analystes estiment le coût de ces subventions à plus de 42 Md BRL (6,8 Md EUR)

²² La dernière en date était la tentative de prolongation de **12 à 30 mois** du délai d'accès aux subventions et l'élargissement de la base des bénéficiaires, amendement ajouté au Sénat dans le **Projet de loi sur les carburants du futur** mais rejeté *in fine* par la Chambre des députés. Alexandre Silveira, ministre des Mines et

La région Nord bat un record de consommation d'électricité qui suscite des inquiétudes quant à la capacité du réseau à répondre à cette demande

Selon le bulletin préliminaire de l'**ONS brésilien (Opérateur national du système électrique)**, la consommation moyenne d'énergie de la région Nord a atteint **8 297 MW le 19 août**, dépassant les 8 274 MW moyens du 8 août 2023, précédent record. Si les experts n'entrevoient pas de risque de pannes dans le pays, qui compte sur son parc thermique pour garantir l'approvisionnement, cette consommation plus élevée a conduit l'ONS à **augmenter la production d'hydroélectricité locale** par rapport au volume initialement programmé, ce que l'ONS tente généralement d'éviter dans le but d'économiser les ressources en eau pour la fin de la période sèche au troisième trimestre. Les centrales hydroélectriques de la région ont généré des volumes d'énergie **inférieurs aux normales de saison** pour cette période de l'année. Lors de la dernière réunion du CMSE (Comité de surveillance du secteur électrique), l'ONS a suggéré **d'utiliser les centrales thermiques** pour économiser l'eau dans les rivières du nord, considérées comme essentielles pour assurer l'approvisionnement en demande au début de la nuit. Le président du Front national des consommateurs d'énergie²³, Luiz Eduardo Barata, soutient qu'un **mécanisme de bonification** destiné aux entreprises pour les inciter à réduire leur consommation aux heures de forte demande coûterait moins cher au contribuable que l'activation de centrales thermiques plus coûteuses, dont certaines ont des tarifs supérieurs à **2 000 BRL (325 M EUR) par MWh**. Article [ici](#).

Environnement & Climat

Le marché volontaire du carbone objet de mesures d'incitation à Rio

Alors que le cadre réglementaire du **marché carbone obligatoire** demeure en discussion au Sénat, les initiatives volontaires prennent de l'ampleur à Rio de Janeiro, grâce à un **programme de promotion régional** impliquant les secteurs public et privé. Le programme **ISS²⁴ Neutro**, lancé par la mairie de Rio en décembre 2023, entre dans sa deuxième phase. L'ISS Neutro, ou **taxe sur les services**, vise à encourager les entreprises de Rio de Janeiro à réduire leurs émissions de GES (gaz à effet de serre) en achetant des crédits carbone. La mesure prévoit une **compensation fiscale** pour les entreprises établies dans la ville qui neutralisent leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) grâce à l'achat de crédits carbone. L'incitation annuelle maximale prévue par le conseil municipal s'élève à **60 M BRL**. Après analyse des demandes pour 2024, le programme a autorisé l'achat de **160 000 tonnes de CO₂** sous forme de crédits carbone par les entreprises, ce qui représente **8 M BRL** en compensation fiscale. La première année, l'avantage est de **50 BRL** par crédit acheté à Rio. Le programme fonctionne par le biais d'un système de remboursement pour les entreprises basées dans l'Etat **qui paient au moins 2% du taux d'imposition de l'ISS**. Les entreprises qui ont neutralisé leurs émissions grâce à des inventaires et à l'achat de crédits carbone peuvent déduire ce qu'elles ont compensé auprès du gouvernement de la ville. Article [ici](#).

de l'Energie, a promis la mise en place de mesures permettant de **réformer le marché de l'électricité** afin de réduire la facture pour les particuliers.

²³ Coalition qui rassemble des organisations de tous les segments de la consommation d'énergie au Brésil pour contribuer au débat public relatif au secteur électrique brésilien.

²⁴ Impôts sur services (*Imposto Sobre Serviços*)

Infrastructures & Transports

Le gouvernement entend mettre aux enchères des concessions pour l'usage de voies navigables lesquelles pourraient bénéficier de subventions financées par des fonds issus de la privatisation d'Eletrobras

Le gouvernement prévoit d'organiser **les premières ventes aux enchères de concessions d'usage de voies navigables** du pays à partir de 2025 pour **six concessions** définies comme « prioritaires » : Rio Madeira, Rio Paraguai, Lagoa Mirim e Lagoa dos Patos, Barra Norte, Tapajos, et Tocantins. Considérées comme la « dernière frontière de l'investissement dans les infrastructures » au Brésil, les voies navigables pourraient s'avérer, dans certains cas, plus économiquement rentables que les routes pour l'acheminement de marchandises. Certaines de ces concessions seront subventionnées par le gouvernement afin de rendre les projets viables, sans davantage de précisions à ce stade. Les deniers publics destinés à soutenir ces projets de concessions devraient provenir **de fonds créés par la loi de privatisation d'Eletrobras**, et être destinés à la navigabilité des rivières Madeira et Tocantins, avec des dépôts pour une période de 10 ans. Les fonds s'élèvent à **590 M BRL (97 M EUR)** pour la voie navigable du Madeira qui sera la première à être mise aux enchères, et à **295 M BRL (49 M EUR)** pour la voie navigable de Tocantins, qui fait l'objet d'une étude par la BNDES. L'objectif du ministère est d'utiliser ces fonds pour **réduire les tarifs pour les utilisateurs** transportant des marchandises sur les voies navigables. Le projet le plus avancé concerne la rivière Madeira, entre Porto Velho et l'embouchure de la rivière qui se jette dans l'Amazonie. Selon le secrétaire d'État, la concession de cette voie navigable au secteur privé est structurée pour une période de **12 ans**, compte tenu de la durée du fonds Eletrobras. (Article [ici](#))

Le gouvernement fédéral a attribué aux enchères cinq terminaux portuaires

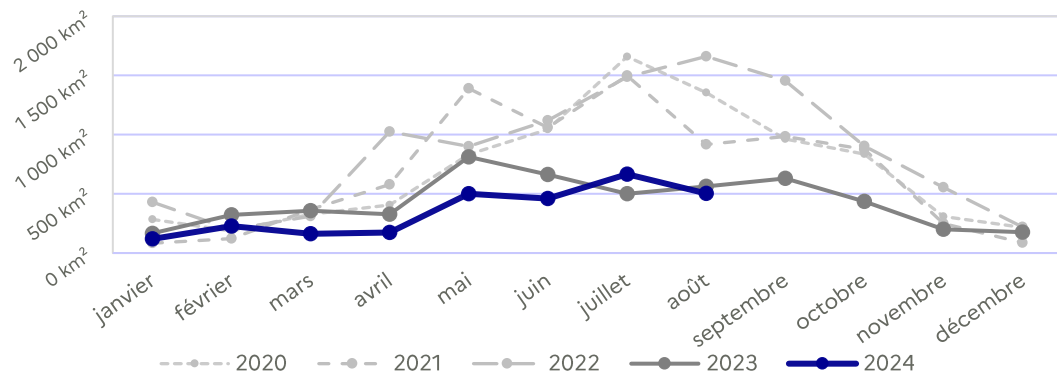
L'Agence nationale du transport fluvial (Antaq) a procédé à l'attribution aux enchères de **cinq zones de terminaux portuaires** mercredi 21 août au B3 à São Paulo : Rec 08, Rec 09 et Rec 10, situées dans le port de Recife ; Rig 10, dans le port de Rio Grande (RS) ; et Rdj 06, dans le port de Rio de Janeiro. Toutes les zones ont été concédées pour **une période de 10 ans**. Au total, l'enchère a rapporté **4,75 M BRL** dont **3,6 M BRL** au titre de Rec 10, remporté par **SCS Armazéns Gerais**. Rec 08, Rec 09, Rig 10 et Rdj 06 ont toutes été remportées pour des montants inférieurs ou égaux à 550 000 BRL, respectivement par **Liquiport Terminal Portuário**, **Usina Petribu**, **Sagres Operações Portuárias** et **Iconic Lubrificantes**. Tous les investisseurs sont brésiliens.

Les cinq terminaux attribués devraient bénéficier d'un **total de 73,9 M BRL d'investissements**, dont 50,9 M BRL pour Rec 08 et 10,1 M BRL pour Rdj 06. Le ministre des Ports et des Aéroports, Silvio Costa Filho, a déclaré après l'événement que le gouvernement avait l'intention d'organiser **30 autres ventes aux enchères dans le secteur** au cours des deux prochaines années, et attend des investissements d'environ **15 Md BRL**. (Articles [ici](#), [ici](#), [ici](#))

Suivi des alertes de déforestation

Amazonie légale

Biomes de l'Amazônia (100%), du Pantanal (40%) et du Cerrado (37%)



2024

Période du 1^{er} janvier
au 20 septembre

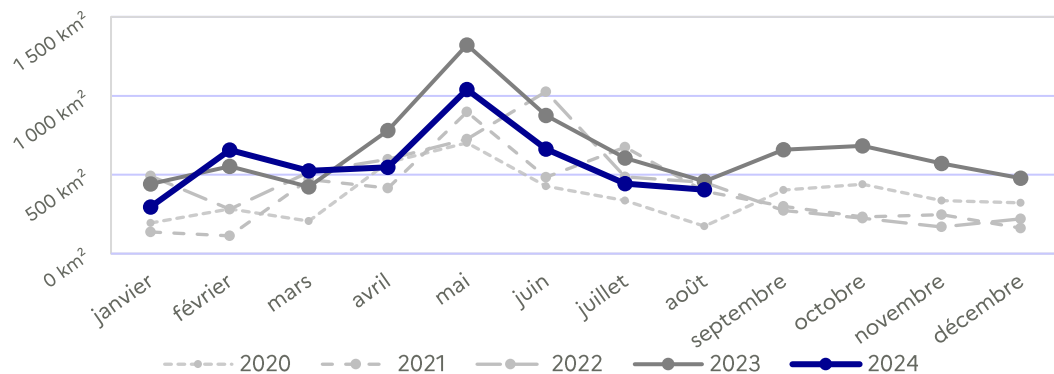
3 117 km²

-22% Par rapport à 2023

Source : Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

Cerrado

Biome du Cerrado (100%)



2024

Période du 1^{er} janvier
au 20 septembre

4 740 km²

-18% Par rapport à 2023

Source : Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Philippe GASSMANN, Chef du Service économique régional de Brasília
Rédaction : Mathieu RIVALLAIN, Nathalie LE PENNEC, François-Xavier FLAMAND, Ysaure REYNAUD

Abonnez-vous : nathalie.lepennec@dgtrésor.gouv.fr